



CTPD DU 7 DECEMBRE 2009. DECLARATION LIMINAIRE DU SNADGI CGT CORSE DU SUD/ CORSICA SUTTANA.

Ce 7 décembre se tient le CTPD sur l'emploi.

Merci, Madame la Directrice d'être venue aujourd'hui.

Nous espérons que vous n'adopterez pas l'attitude de l'adjoint du directeur général qui a affirmé sans rire, à l'occasion du CTPC emplois que l'administration attachait « *la plus grande importance à maintenir la qualité du service rendu, à conserver l'ensemble des missions et à donner aux agents des conditions de travail satisfaisantes.* »

Avec 2569 suppressions d'emplois à la DGFIP, il faut être doté d'un sacré culot allié à de la mauvaise foi, avec une forte dose de mépris pour les contribuables et les agents de la DGFIP.

Remarque importante. Le directeur général avait négligé de participer à ce CTPC, le jugeant sans doute secondaire.

La Corse du Sud est touchée avec 3 suppressions d'emplois en filière fiscale et 6 en filière gestion publique.

L'argument rabâché de « fonctionnaires moins nombreux et mieux payés » n'est même plus de mise. L'aumône salariale consentie aux fonctionnaires pour cette année 2009 en est la preuve !

Les agents de la DGFIP croulent de plus en plus sous le poids des réformes régressives et des restructurations, des aménagements immobiliers inconséquents, du manque de moyens humains pour accomplir les missions dans des conditions décentes.

Ils souffrent de la perte du sens de leur travail, d'un management obsédé par la satisfaction des indicateurs.

Face à cette politique et à l'absence de réponse aux difficultés, c'est légitimement la colère qui s'exprime.

**Comment croire que les problèmes que rencontrent nos collègues du CDI d'Ajaccio, qu'ils ont exprimés de manière véhémement le 23 novembre, seront résolus grâce à la tenue d'un groupe de travail ou à l'issue d'une visite de la direction?**

Malgré la bonne volonté affichée par la direction, la situation devrait empirer avec la venue de collègues de la CP.

Avec une fréquentation encore plus élevée dans des locaux restreints, chacun peut imaginer les conséquences dommageables pour nos collègues et pour le service public.

Le SNADGI et la CGT Trésor ont proposé d'autres sites.

Cunéo est inadapté, nous le savons et la direction, également, au travers des conclusions, que nous n'avons pas encore reçues officiellement; du rapport du commissaire de police, Monsieur GALLARDON.

De plus, certaines missions à enjeux prioritaires et la politique des indicateurs qui les accompagnent s'effectuent au détriment du travail de fond et des autres missions toutes aussi importantes. Nous sommes arrivés à un véritable point de rupture.

La fusion est une fausse bonne réforme, dont le seul objectif est de supprimer de l'emploi.

Le SNADGI-CGT n'a cessé de la répéter, au risque de paraître ringard et opposé de manière systématique à toutes les réformes engagées par la direction éclairée par le souffle napoléonien du souverain Nicolas SARKOZY 1<sup>er</sup>.

Deux postes de cadres C et un de cadre B devraient être supprimés à Ajaccio.

Trois postes de cadre C devraient être transformés en cadre B.

Madame la Directrice, en supprimant ces postes de cadre C, vous savez qu'il sera demandé à nos collègues C d'exécuter encore plus de tâches, dans des conditions de travail dégradées et un salaire adapté aux "mérites".

Ce mérite que vous apprécierez en toute arbitraire dans l'ambiance feutrée de votre bureau, en présence des chefs de service.

Sous ce terme mérite, vous pourrez continuer à gérer le personnel. Un peu plus de mérite à l'un, un zeste en moins à l'autre qui n'est pas assez malléable.

Et ce sera une perte en salaire pour l'autre et la dissension entre l'un et l'autre.

Mais, nous ne sommes pas des mules que l'on charge.

Tout en respectant cet animal qui nous a rendu de nombreux services, les agents refusent d'y être identifiés. Et madame la directrice, chez nous, même la mule a droit à de l'humanité.

Le ministre se félicite de cette politique destructrice d'emplois.

Il s'est vanté à l'Assemblée nationale (le 23 octobre) d'avoir supprimé 100 000 fonctionnaires en trois ans. Et ainsi avoir fait économiser 3 milliards d'euros au budget.

Trois milliards illico presto offerts aux restaurateurs avec les suites que l'on connaît.

**Pour terminer, le SNADGI propose, comme il est prévu dans toute instance paritaire, de procéder à un vote solennel.**

**La politique de réduction d'emplois a pour effet de dégrader le service public et les conditions de travail des fonctionnaires à la DGFIP.**

**Les membres du CTPD de Corse du sud demandent au directeur général de renoncer aux réductions d'emplois prévus en 2010 en Corse du sud, à la DGFIP.**